



**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 10 juillet 2003  
conclue en Commission Paritaire de l'Imprimerie, des Arts Graphiques et des Journaux,  
modifiant la convention collective de travail du 25 octobre 1995 fixant certaines  
conditions de travail dans les journaux quotidiens**

**Art. 1. Champ d'application**

La présente convention collective de travail s'applique, conformément à la loi du 5 décembre 1968, d'une part, aux entreprises relevant de la compétence de la Commission Paritaire de l'Imprimerie, des Arts Graphiques et des Journaux et confectionnant des journaux quotidiens ou, dans le cas d'entreprises avec un département labeur, aux départements de ces entreprises confectionnant des journaux quotidiens et, d'autre part, à tous les travailleurs et travailleuses (ci-après dénommés travailleurs) de ces départements, dont les fonctions sont reprises à l'énumération et à la classification des fonctions sous l'article IV de la convention collective de travail du 25 octobre 1995 fixant certaines conditions de travail et de rémunération dans les quotidiens belges (rendue obligatoire par arrêté royal du 25 juin 1997).

**Art. 2. Pouvoir à l'achat**

Le point 1 de l'article V A. - *Salaires hebdomadaires* de la convention collective susmentionnée du 25 octobre 1995 est remplacé par :

"1. Les rémunérations des travailleurs sont augmentées par une augmentation des salaires hebdomadaires barémiques de 0,5 % au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Les salaires hebdomadaires barémiques suivants sont d'application

Barème au 01.01.2004 en Euro (+ 0,5 %)					
Groupe de salaires	Au début de la fonction	Après 1 an dans la fonction	Après 2 ans dans la fonction	Après 3 ans dans la fonction	Après 4 ans dans la fonction
A	322,429	331,282	340,136	348,993	357,850
B	346,626	355,616	364,614	373,607	382,587
C	370,761	381,440	392,125	402,805	413,497
D	384,811	394,018	403,234	412,447	421,662
E	400,266	415,350	430,435	445,514	460,585
F	438,252	447,779	457,284	466,814	476,326
G	459,574	471,332	483,082	494,843	506,589
H	467,838	482,274	496,712	511,150	525,584
I	501,619	513,080	524,540	536,012	547,479
J	539,995	550,095	560,201	570,297	580,407
K	553,947	564,122	574,308	584,503	594,684

S'il n'y a qu'une seule indexation dans la période 2003-2004, une indexation anticipée de 2% sera garantie le deuxième lundi de décembre 2004. Cette indexation anticipée sera absorbée par la non-application de l'indexation suivante qui tomberait normalement. Dans ce cas-ci, l'indexation anticipée, qui devrait être octroyée en 2005, ne sera pas imputée sur la marge salariale pour la convention 2005-2006. (Cette indexation anticipée n'aura aucune influence sur l'application de l'article V B de cette CCT).

Les travailleurs occupés dans l'expédition appartenant au groupe salarial E, recevront, dans la mesure où la nouvelle classification des fonctions n'est pas encore d'application, une prime nette de 25 € en décembre 2003; les modalités doivent être fixées au niveau de l'entreprise.

Tous les travailleurs, en service au 1/7/2004, bénéficieront d'une prime unique de 50 €.

Le coût de cette prime unique est estimée à 0,2 % de la masse salariale barémique globale du secteur. Pour la période 2005-2006, ce pourcentage sera ajouté de manière récurrente à la marge disponible dans le cadre de l'instauration de la nouvelle classification des fonctions.

REGISTRE-DEPOT

REGISTR.-ENREGISTR.

24-07-2003

12-12-2003

NR.  
N°

69029 / 101-130

Les parties signataires ont convenu de finaliser au plus vite les activités dans le cadre de la classification salariale d'Optimor et d'implémenter les résultats de celle-ci au plus tard à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

A cet effet, une marge de 0,3 % sur la masse salariale sectorielle globale sera réservée. Fin 2004, le coût au niveau sectoriel de l'instauration de la classification salariale sera évaluée paritairement sur base de comptes paritairement contrôlables et vérifiables.

- Si le coût est inférieur au 0,3 % de la masse salariale barémique sectoriel, la différence sera ajoutée de manière récurrente à la marge salariale 2005-2006.
- Si le coût est supérieur au 0,3 % de la masse salariale barémique, la différence sera prise en compte de manière récurrente en fonction des accords paritaires relatifs à la marge salariale 2005-2006.

### **Art. 3. Tranche de stabilisation**

Le point 3 de l'article V A. - *Salaires hebdomadaires* de la convention collective susmentionnée du 25 octobre 1995 est remplacé par :

"3. Les salaires barémiques définis au présent article sont fixés en regard à l'indice des prix à la consommation et correspondent à la tranche de stabilisation 109,10 – 111,28 – 113,51 établie conformément aux dispositions de la convention collective de travail du 29 janvier 1998 conclue au Conseil national du Travail relative à la technique de conversion de l'indice-santé" (base 1988 = 100) à l'indice-santé" (base 1996 = 100) dans les conventions collectives de travail."

### **Art. 4. Indemnité de repas**

Le montant de l'indemnité de repas conventionnelle visée à l'article VII C de la CCT sera adapté à l'évolution de l'indice-santé, et ce à l'occasion de tout renouvellement de la convention sectorielle.

Entre-temps, le montant de 3,47 € sera augmenté à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004 jusqu'à 3,60 €, soit une augmentation arrondie de 4,04 %, c'est-à-dire le total des indexations de la période 2001-2002.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005, cette indemnité sera indexée tous les deux ans. Cette indexation sera appliquée au 1<sup>er</sup> janvier de chaque nouvelle période conventionnelle en fonction de l'évolution de l'indice-santé entre le 31 décembre du dernier an de la période conventionnelle précédente et le 31 décembre du dernier an de la période conventionnelle.

### **Art. 5 Formation**

L'article XI - *Formation* de la convention collective susmentionnée du 25 octobre 1995 le point cinq est remplacé par :

Chaque travailleur a droit, au niveau de chaque entreprise, à un jour de formation professionnelle par an. Il s'agit de toute forme de formation organisée par l'employeur. Ce droit ne peut être globalisé qu'à condition que l'entreprise ait soumis pour avis un plan de formation au conseil d'entreprise ou à défaut, à la délégation syndicale.

### **Art. 6. Validité**

La présente convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003, à l'exception de l'article 4 qui prend cours le 1<sup>er</sup> janvier 2004. Elle est conclue pour une durée indéterminée, étant entendu que les dispositions de l'article XV - *Durée de la convention* de la convention collective susmentionnée du 25 octobre 1995 s'appliquent à la présente convention.

#### Annexe 1 a la convention

Les parties signataires déclarent que les travailleurs ressortissant a la convention collective de travail du 25 octobre 1995, concilié au sein de la Commission paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux fixant les conditions de travail dans les journaux quotidiens peuvent faire usage des primes d'encouragement pour le crédit-soins, le crédit-formation, la réduction du temps de travail dans les entreprises en difficultésou en restructuration .

#### Annexe 2 a la convention

Les parties signataires conseillent aux partenaires sociaux dans les entreprises de prêter attention aux conséquences éventuelles pour l'indemnité de prépension lors du passage d'un régime de crédit-temps avec diminution des prestations de travail ou d'un régime de prépension a mi-tempsa la prépension a temps plein.

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 10 juli 2003  
gesloten in het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf  
tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 1995  
tot vaststelling van de arbeidsvoorwaarden in de dagbladenondernemingen**

**Art. 1. Toepassingsgebied**

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing, overeenkomstig de wet van 5 december 1968, op, enerzijds, de ondernemingen vallend onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf, waar dagbladen worden vervaardigd of, in het geval van ondernemingen met een afdeling handelsdrukkerij, op de afdelingen van deze ondernemingen waar dagbladen worden vervaardigd, en, anderzijds, al de werknemers en werknemsters (verder werknemers genoemd) van deze afdelingen, waarvan de functies vermeld staan bij de opsomming en classificatie van de functies onder artikel IV van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 1995 tot vaststelling van de arbeidsvoorwaarden in de Belgische dagbladen (algemeen verbindend verklaard bij K.B. van 25 juni 1997).

**Art. 2. Koopkracht**

Punt 1. van artikel V A. - *Weeklonen* van hoger genoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 1995 wordt vervangen door :

1. De lonen van de werknemers worden verhoogd door een verhoging van de wekelijkse minimumlonen met 0,5 % op 1 januari 2004.

De volgende wekelijkse minimumlonen zijn van toepassing :

Barema op 01.01.2004 in Euro (+ 0,5 %)					
Loon-groep	Bij het begin in de functie	Na 1 jaar in de functie	Na 2 jaar in de functie	Na 3 jaar in de functie	Na 4 jaar in de functie
A	322,429	331,282	340,136	348,993	357,850
B	346,626	355,616	364,614	373,607	382,587
C	370,761	381,440	392,125	402,805	413,497
D	384,811	394,018	403,234	412,447	421,662
E	400,266	415,350	430,435	445,514	460,585
F	438,252	447,779	457,284	466,814	476,326
G	459,574	471,332	483,082	494,843	506,589
H	467,838	482,274	496,712	511,150	525,584
I	501,619	513,080	524,540	536,012	547,479
J	539,995	550,095	560,201	570,297	580,407
K	553,947	564,122	574,308	584,503	594,684

Indien er slechts één indexaanpassing zou plaatsvinden in de periode 2003-2004, wordt een voortijdige betaling gewaarborgd van 2 % indexatie op de tweede maandag van december 2004. Deze voortijdige indexaanpassing wordt opgeslorpt door de niet-toepassing van de volgende indexaanpassing die normaal zou zijn toegekend. In dit geval zal de vooruitgeschoven indexaanpassing, die in feite zou zijn toegekend in 2005, niet in mindering gebracht worden van de onderhandelingsmarge voor een overeenkomst 2005-2006. (Deze anticipatie heeft verder geen enkele invloed op de toepassing van artikel V B van deze CAO).

De verzenders die behoren tot loongroep E ontvangen, voorzover de nieuwe functieclassificatie nog niet in toepassing is gebracht, in december 2003 een premie van 25 € netto; de modaliteiten ervan worden overeengekomen in de onderneming.

REGISTR.-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR. | NR. | 69029 | 100/130  
24-07-2003 | 12-12-2003 | N°

Aan alle werknemers, in dienst op 1/7/2004, wordt een éénmalige premie uitbetaald van 50 €. Deze éénmalige premie wordt begroot op 0,2 % van de globale sectorale baremieke loonmassa. Voor de periode 2005-2006 zal dit percentage recurrent worden toegevoegd aan de beschikbare marge binnen het kader van de invoering van de nieuwe loonclassificatie.

Ondertekenende partijen komen overeen om de werkzaamheden rond de loonclassificatie Optimorzo snel als mogelijk af te ronden en de resultaten ervan te implementeren ten laatste vanaf 1 januari 2004. Hiervoor wordt een marge van 0,3 % op de globale sectorale loonmarge gereserveerd. Eind 2004 zal er een paritaire beoordeling gebeuren van de kostprijs op sectorniveau van de invoering loonclassificatie op basis van paritair controleerbare en verifieerbare berekeningen.

- Indien de kostprijs lager ligt dan de gereserveerde 0,3 % van de sectorale baremieke loonmassa, zal het verschil recurrent toegevoegd worden aan de loonmarge 2005-2006.
- Indien de kostprijs hoger ligt dan de gereserveerde 0,3 % van de sectorale baremieke loonmassa, zal het verschil recurrent verrekend worden volgens paritaire afspraken op de loonmarge 2005-2006.

### **Art. 3. Stabilisatieschijf**

Punt 3 van artikel V A - *Weeklonen* van hoger genoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 1995 wordt vervangen door :

" De wekelijkse minimumlonen bepaald in dit artikel zijn gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen en stemmen overeen met de Stabilisatieschijf 109,10-111,28 - 113,51 welke werd vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten op 29 januari 1998 in de Nationale Arbeidsraad, betreffende de techniek voor de omrekening van het "gezondheidsindexcijfer" (1988 = 100) naar het "gezondheidsindexcijfer" (1996 = 100) in de collectieve arbeidsovereenkomsten."

### **Art. 4. Maaltijdvergoeding**

Het bedrag van de conventionele maaltijdvergoeding waarvan sprake in artikel VII C van de cao zal worden aangepast aan de evolutie van het gezondheidsindexcijfer, en dat ter gelegenheid van elke vernieuwing van de sectorale conventie.

Het bedrag van 3,47 € wordt tussentijds vanaf 1 januari 2004 verhoogd tot afgerond 3,60 € of een afgeronde verhoging van 4,04 % zijnde de som van de indexaties conventieperiode 2001-2002.

Vanaf 1 januari 2005 wordt deze vergoeding om de twee jaar geïndexeerd . De indexatie zal geschieden op 1 januari van iedere nieuwe conventieperiode op basis van de evolutie van de gezondheidsindex tussen 31 december van het eindjaar van de vorige conventieperiode en 31 december van het laatste jaar van de conventieperiode.

### **Art. 5. Opleiding**

Artikel XI - *Opleiding* van hoger genoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 1995 wordt punt 5 vervangen door:

Elke werknemer heeft recht, op het niveau van elke onderneming, op 1 dag beroepsopleiding per jaar. Het betreft elke vorm van opleiding georganiseerd door de werkgever. Dit recht kan jaarlijks slechts geglobaliseerd worden op voorwaarde dat de onderneming een vormingsplan voor advies heeft voorgelegd aan de ondernemingsraad of, bij ontstentenis, aan de syndicale afvaardiging. aangevuld met een vijfde punt :

## **Art. 6. Geldigheidsduur**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2003, behoudens artikel 4 dat ingaat vanaf 1 januari 2004. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd, met dien verstande dat de bepalingen van artikel XV - *Duur van de overeenkomst van* hoger genoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 1995 van toepassing zijn op deze overeenkomst.

## **Bijlage 1 aan de overeenkomst**

De ondertekenende partijen verklaren dat de werknemers ressorterend onder de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 1995, gesloten in het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf tot vaststelling van de arbeidsvoorwaarden in de dagbladen, gebruik kunnen maken van de aanmoedigingspremies voor zorgkrediet, opleidingskrediet, vermindering van de arbeidsduur in ondernemingen in moeilijkheden of in herstructurering.

## **Bijlage 2 aan de overeenkomst**

De ondertekenaars bevelen de sociale partners in de ondernemingen aan om aandacht te hebben voor de mogelijke gevolgen op het bedrag van de brugpensioenvergoeding in geval van overstap vanuit een regime van tijdskrediet met vermindering van de arbeidsprestaties of vanuit een stelsel van halftijds brugpensioen naar een voltijds brugpensioen,